

Situation économique et financière du Belize

Description de la structure de l'économie

Taille de l'économie : Pays du Commonwealth britannique peuplé de 374 681 habitants en 2017, le Belize est la plus petite économie d'Amérique centrale avec un PIB de 1,91 Md USD en 2017 (FMI).

Degré d'ouverture : Depuis 2015, le Belize a vu le degré d'ouverture de son économie se détériorer légèrement, passant d'un taux d'ouverture¹ de 62% en 2015 à 58% en 2017. Le Royaume-Uni est la première destination des exportations du pays (38,2% au 1^{er} semestre 2018 ; en revanche marginal dans les importations – 0,9 % des importations du Belize), suivi par les Etats-Unis (25,5% des exportations ; 42,4% des importations au 1^{er} semestre 2018). La *Caribbean Community* (CARICOM) représente la 3^{ème} zone à l'export (15,5% des exportations – dont 40% à destination de la Jamaïque et 28% à destination de Trinité et Tobago) mais ne représente que 2,5% des importations du pays. Le Mexique est le 3^{ème} pays à l'import (11%, derrière la Chine et les USA). Taiwan et le Venezuela (à travers le programme PetroCaribe, dont les financements sont toutefois en baisse) demeurent des sources de financement bilatéral très importantes pour le pays.

Niveau de développement : d'après l'indice de développement humain (IDH) pour l'année 2017, le Belize a obtenu un score de 0,708, ce qui le positionne au 106^{ème} rang sur 189, soit une perte de 3 places depuis 2014 et une quasi-stagnation de sa notation. Son niveau d'IDH est en-deçà de la moyenne de 0,758 des pays latino-américains et des Caraïbes (qui augmente sur la période, le Belize s'éloigne donc de la moyenne de la région). Le PIB/habitant s'élève à 4 830 USD en 2017 (baisse de 0,53% depuis 2015).

Avantages comparatifs et structure de l'économie : L'économie bélizienne est essentiellement basée sur l'exportation de produits alimentaires et de bétail (86,7% en montant sur les 6 premiers mois de l'année 2018) et de pétrole et dérivés (6,2% sur la période). Par ailleurs, le secteur du tourisme offre au pays une source de revenus.

Performances sur le long terme : Les années récentes témoignent d'une croissance irrégulière, avec une croissance à plus de 3% en 2010 et 2012, mais à 2,1% en 2011 et à 0,7% 2013. La croissance a tout de même été présente en 2014 (4%) et 2015 (3,8%), suivie par une récession en 2015 (-0,5 % en lien avec une crise dans le secteur agricole) et à une faible croissance en 2017 (0,8%).

Place du secteur privé : le secteur privé domine l'économie du Belize, même si l'industrie est de taille très limitée, liée à un marché intérieur restreint et une main d'œuvre relativement chère. La finance offshore (les entreprises offshore ne payent aucun impôt sur leurs profits au Belize depuis 1990) contribue également à l'économie du pays.

Éléments d'analyse conjoncturelle

Performance récente de croissance : Une croissance plus forte est prévue pour 2018 (2,8% selon la Banque Centrale, mais 1,8% pour le FMI), contrastant avec les deux années précédentes (-0,5% et 0,8% pour 2016 et 2017 respectivement). En 2017, la reprise de l'activité était due à la récupération de la production dans le secteur primaire suite à l'ouragan Earl de 2016 (+6,2% g.a.), mais a été affectée négativement par la contraction du secteur manufacturier et du secteur des services. L'augmentation de 9,1% du flux de visiteurs étrangers (soit plus du double de la moyenne régionale) a également contribué à la reprise. Au T1 2018, l'économie du Belize a crû de 1,8% grâce au dynamisme du secteur des services (+4,6%) et du secteur secondaire, et malgré une contraction de 12% du secteur agricole due à un climat défavorable et à des maladies agricoles. Le pays a connu une déflation au T1 (-0,1% g.a.) en lien avec une baisse des prix des transports (-1,5% g.a.).

Moteurs de la croissance (consommation, investissement, commerce extérieur) : La croissance est principalement tirée par la consommation intérieure qui représentait 73% du PIB en 2017. L'investissement global est en augmentation de 19% du PIB en 2014 à 23% du PIB en 2018. Les dépenses du Gouvernement correspondent, à 17% du PIB. Le commerce extérieur est également un moteur de la croissance, avec des exportations représentant plus de 58% du PIB en 2018 ; la dépendance du pays au commerce extérieur contribue néanmoins à l'exposition de l'économie aux chocs externes.

Situation du commerce extérieur² : Le déficit de la balance commerciale a diminué de 17,7% entre 2016 et 2017, et le ratio balance commerciale sur PIB baisse de 2pb, à 8,8% du PIB en 2017, via une diminution de 1,5% des importations et une augmentation des exportations de 5,4%. L'augmentation des exportations est due à une croissance des exportations de sucre, de mélasse et de bananes.

¹ $\frac{X+M}{Y}$ (avec X = exportations ; M = importations ; Y = PIB)

² Chiffres élaborés grâce aux données en USD courants de la Banque Mondiale

Flux d'IDE : Les flux nets d'IDE ont été réduits en continu depuis 2014 (8,3% du PIB), à 1,8% du PIB en 2016 et 1,4% en 2017. L'environnement est peu favorable aux IDE.

Dépendance aux financements externes : plusieurs bailleurs multilatéraux à l'exception du FMI soutiennent le pays. La BID avait lancé fin 2013 sa nouvelle stratégie pays 2013-2017, qui prévoyait une enveloppe de prêts allant de 85 MUSD à 135 MUSD. L'encours de crédit, pour 4 investissements, s'élevait à 62 MUSD en mai 2017. La Banque Caribéenne de Développement³ et l'UE soutiennent aussi le développement du pays. L'encours de crédits auprès de la BCD approuvé en mai 2017 s'élevait à 193,2 MUSD. Enfin, les financements de la Banque Mondiale sont amenés à augmenter suite à la modification de sa stratégie pour le Belize en 2017. Pour la BIRD, ils s'élevaient en avril 2017 à 131 MUSD.

Politique économique

Policy mix : le FMI met régulièrement en garde le Belize contre l'augmentation de ses dépenses publiques. Ses indicateurs ont cependant été en amélioration en 2017, notamment grâce à une augmentation de 5% des recettes fiscales entre 2016 et 2017. En effet, le solde primaire est passé de -1,8% du PIB en 2016 à 1,8% en 2017. Le Belize espère réduire les dépenses pour la période 2018-2019 et générer 10,25 M USD grâce à sa réforme fiscale (le gouvernement souhaite augmenter les revenus totaux de 29,5% du PIB en 2017-2018 à 30,5% en 2018-2019)

Inflation et politique monétaire/ de change : En 2017, le taux d'inflation annuel moyen, mesuré par l'indice des prix à la consommation (IPC), était de 1,1% (0,7% en 2016), reflétant en partie la répercussion de la hausse des prix des carburants et de la hausse des taxes liées à la réforme fiscale. Le dollar bélizien est indexé sur le dollar états-unien et le taux de change actuel est de 1 USD = 2 dollars béliziens. La Banque centrale du Belize a poursuivi une politique monétaire expansionniste en réduisant les réserves obligatoires pour les banques commerciales. Malgré cette politique, la masse monétaire au sens large a reculé de 0,4% à la fin de l'année 2017, soit la première baisse depuis 2010. Elle a aussi cherché à assainir le secteur bancaire en fermant les banques non performantes et en annulant les créances irrécouvrables.

Dettes externe/publique : Le niveau de la dette publique (ratio dette sur PIB de 91,6% en 2017) reste une menace majeure pour la croissance et la stabilité macroéconomique au Belize, et pourrait s'alourdir suite à l'arrêt de la Cour de justice des Caraïbes condamnant le gouvernement du Belize à plusieurs paiements (90 MUSD à *Belize Bank* et 90 MUSD pour la renationalisation de *Belize Telemedia Limited*). Le total de la dette extérieure en 2017 devrait augmenter de 53 M USD, soit une hausse de 4% par rapport à 2016. Les coûts du service de la dette en 2017 (86 M USD) ont constitué un obstacle majeur à l'espace budgétaire pour l'investissement public et les programmes sociaux.

Secteur bancaire

Taille du secteur et structure : Selon la Banque centrale du Belize (CBB), le système financier du Belize est petit, composé de cinq banques commerciales nationales (avec un actif total d'environ 18,6 Mds USD en 2015), cinq banques internationales, un fonds commun syndicats et dix-sept compagnies d'assurance dans tout le pays.

Dollarisation et évolution des crédits (volume et taux) : La croissance moyenne des prêts est passée de 9,7% en 2016 à 9,3% en 2017. Les prêts des banques nationales ont légèrement augmenté. 99% des prêts sont accordés au secteur privé. La répartition sectorielle des prêts et avances est restée presque constante, avec une légère augmentation des prêts moyens au secteur agricole en 2017 (en moyenne 11,71% du total des prêts décaissés).

Mesures de soutien et réformes en matière de supervision : selon le FMI, les faiblesses du système bancaire du Belize sont en voie de diminution. Les créances douteuses ont encore diminué, tandis que les provisions continuent d'augmenter. Le ratio de solvabilité (CAR) du système bancaire a atteint son plus haut niveau depuis plusieurs années, en partie grâce à l'injection de capitaux, à la vente d'actifs et à des bénéfices modestes d'approvisionnement. Globalement, le système bancaire semble plus résilient.

Perspectives et réformes structurelles

Stratégie et modèle de croissance : l'économie du Belize dépend beaucoup de l'exploitation et de l'exportation de ses ressources naturelles, notamment agricoles (bananes, canne à sucre, agrumes) et pétrolières et du tourisme.

Climat des affaires : le Belize doit faire face à des contraintes de productivité pour développer sa compétitivité. Le pays manque de main d'œuvre qualifiée. Dans le rapport *Doing Business 2018* de la Banque Mondiale, le pays est classé 121^{ème}/190 (-9 places par rapport à 2017). Le rapport identifie les principales contraintes pour faire des affaires au Belize comme la bureaucratie, l'enregistrement de la propriété, l'accès au crédit, la protection des investissements, le respect des contrats et le commerce transfrontalier.

³ Sa stratégie pays 2016-2020 fixe les objectifs suivants : Croissance de la compétitivité et de la productivité, amélioration de la qualité et de l'accès à l'éducation et à la formation, progrès des indicateurs sociaux, renforcement de la gestion environnementale et réduction de la vulnérabilité aux catastrophes naturelles, amélioration de la gouvernance et de la planification du développement.

Forces et faiblesses structurelles (R&D, marché du travail, concurrence, corruption, éducation...) : le manque de maintenance des infrastructures routières est une entrave au développement du tourisme et du commerce agricole, qui se fait aujourd'hui principalement avec ses voisins : le Guatemala et le Mexique. En outre, les échanges commerciaux avec ces derniers sont en grande partie informels. Les autorités devraient mettre en place plus de contrôles et de monitoring des taxes. L'infrastructure portuaire du pays est limitée par rapport à la capacité d'exportation (principalement pour le sucre). Enfin, le coût élevé et la mauvaise qualité de l'accès à l'électricité sont une faiblesse du pays : au cours de la dernière décennie, le Belize a développé des sources renouvelables d'énergie (essentiellement hydroélectricité), mais le recours accru aux sources fossiles pendant la saison sèche fait augmenter les tarifs.

Clause de non-responsabilité - Le service économique s'efforce de diffuser des informations exactes et à jour, et corrigera, dans la mesure du possible, les erreurs qui lui seront signalées. Toutefois, il ne peut en aucun cas être tenu responsable de l'utilisation et de l'interprétation de l'information contenue dans cette publication.